

01/12/2003

SCIENCES
PO
GRENOBLE

ENTRETIEN AVEC BRUNO JOBERT

Mis en ligne en janvier 2009 | <http://www.histoire-iepg.fr>

Olivier Ihl : Peux-tu revenir brièvement sur l'évolution de tes problématiques de recherche au sein du labo et à côté du labo ?

Bruno Jobert : C'est difficile. Les gens qui m'ont formé, ça a été la trilogie Lucien Nizard – Jean Leca – Yves Barel. Le climat dans lequel on était est important : c'était quand même de partir d'une conception de la politique et des politiques publiques associée à des problématiques de la domination sociale et du conflit social. L'espèce de décalage qu'on voit par rapport à des plus jeunes collègues – j'en ai parlé récemment avec Le Galès, c'est justement que l'idée qu'il y a une conception un peu tragique du politique est quelque chose qui s'érode complètement sous l'égide du paradigme de la gouvernance.

O.I. : Quand tu dis le paradigme de la domination sociale et du conflit, concrètement c'est l'œuvre de Bourdieu ?

B.J. : Non. La racine est beaucoup plus du côté marxiste. Il y a à la fois, vu du côté de Leca, quelque chose qui renvoie à une conception plus générale du politique liée aux expériences que Leca avait vécues de très près en Algérie, avec la guerre d'Algérie, et nous plus indirectement. Moi, je suis né à la politique au moment où j'aurais du faire mon service militaire en Algérie. Il y a eu l'expérience que la politique, ça peut avoir des effets violents. On était dans une problématique où dans la société française, le problème de l'inégalité sociale était encore posé de façon centrale dans la discussion. Mais ce n'est pas Bourdieu. Le problème qu'on a eu, c'était qu'à gauche chez les intellectuels, il y avait une domination du marxisme structuraliste de Louis Althusser, etc., et que tout l'écheveau qu'on a essayé de dévider avec Nizard, c'était plutôt de dire que cette espèce de réduction du politique à un reflet de la domination sociale, sans acteurs autonomes, était quelque chose d'inacceptable, et qu'il fallait au contraire essayer de construire une sociologie de l'autonomie du politique par rapport à la société. Je crois que c'était ça, le fil directeur. Dans les racines intellectuelles qu'on a eues, il y a eu toute cette rencontre plus ou moins conflictuelle avec les gens du CSO, qui a été très formatrice au démarrage.

Le rapport avec le CERAT : au début, on était complètement dedans. L'équipe de Lucien Nizard, le travail que j'ai fait avec Coing, c'étaient quand même les éléments de la fondation du CERAT comme équipe de recherche. Pour un certain nombre de thématiques, tout ce qu'on a pu faire autour de l'idée d'approche cognitive a été lié très directement à une commande de l'administration. Si on a commencé à travailler sur ces thématiques de la représentation, c'est parce qu'il y avait une demande de l'administration : c'était l'énorme chantier qu'avait monté Lucien Nizard autour de l'impact d'un grand modèle économique sur le débat de la concertation sociale. C'était l'idée qu'il fallait essayer de construire des indicateurs sociaux. La thématique du rôle des représentations, ce n'est pas quelque chose qu'on a sorti du chapeau, c'est quelque chose qui était lié à une interrogation des administrateurs qui voyaient bien que les outils qu'ils avaient eus jusque-là ne permettaient pas de rendre compte d'événements sociaux auxquels ils étaient confrontés. Il y a eu Mai 1968, mais il y a eu aussi Gabriel Mignot qui disait : « Nos modèles économiques sont très bons, mais on ne sait pas caser les ayatollahs. »

O.I. : C'était en référence directe avec la révolution iranienne ?

B.J. : Oui parce qu'il y avait eu l'histoire du choc pétrolier, etc.

O.I. : Ce n'était pas seulement une métaphore. C'était en lien direct avec l'événement iranien.

B.J. : Oui. Il y a eu une équipe qui s'est formée au CERAT autour de Nizard. On était trois ou quatre. Nizard a eu son gros contrat sur le modèle physico-financier ; ensuite, dans la foulée de ce contrat, il y a eu un autre contrat assez lourd sur une approche générale de l'Etat qui a permis d'amorcer la thèse de Monika Steffen sur les politiques de santé, le travail de Pierre Muller sur l'agriculture. Et puis moi, j'avais un contrat en parallèle sur les politiques sociales, la planification sociale. Tout ça a fait qu'il y a eu pendant quelques années un petit groupe de doctorants, de jeunes chercheurs qui ont tourné autour de ces problèmes d'approche de l'Etat.

O.I. : Comment ça a évolué par la suite, du point de vue de ces problématiques de recherche ? Notamment avec l'étoffement du laboratoire ? Y a-t-il eu des remises en question, des alliances ?

B.J. : Il y a eu une partie du recrutement qui s'est faite sur contrat plutôt du côté de François d'Arcy et d'une approche un peu différente des politiques publiques.

O.I. : Vous en discutiez entre vous, ou bien c'étaient deux mondes cloisonnés ?

B.J. : On en discutait...

O.I. : C'était quel type de discussion ?

B.J. : Il y a eu un combat des chefs entre d'Arcy et Nizard, amis, qui était lié au fait que Nizard n'était pas bien dans sa tête. Autrement, j'ai fait des papiers avec d'Arcy. Il y avait des collaborations de travail.

O.I. : Et avec le petit groupe des gens qui commençaient à travailler sur la sociologie quantitative ?

B.J. : Il y avait des discussions assez régulières avec Hugues Lagrange, avec Frédéric Bon. C'était utile. Tant que Frédéric Bon a été là, l'idée qu'il y a une séparation radicale entre le monde des politiques publiques et le monde de la sociologie quantitative n'a pas été à l'ordre du jour. Je crois que ce sont les disciples qui ont été plus exclusifs que le maître.

O.I. : A l'époque, ces problématiques étaient-elles isolées dans le champ intellectuel français, ou elles faisaient écho à d'autres groupes de recherche ou d'autres équipes sur lesquelles vous pouviez éventuellement vous appuyer ? Par exemple, le social en plan, les premières recherches sur les modèles physico financiers... Ca a éveillé des échos ailleurs ?

B.J. : L'état des recherches en politiques publiques était à peu près zéro. On avait des relations avec tout le monde. Il y avait une partie des gens qui s'occupaient de science administrative qui était tout à fait en phase avec nous : c'était le groupe de Jacques Chevallier, avec qui on avait de bonnes relations.

O.I. : A Bordeaux ? A l'IEP de Paris ? Au CEVIPOF ?

B.J. : Au CEVIPOF, non. Le CEVIPOF, on n'a pas beaucoup travaillé avec lui parce que les recherches de politiques ont plutôt démarré à la FNSP dans le centre de recherches administrative qui a été absorbé par le CEVIPOF après le départ de Bodiguel. Ou plutôt certaines personnes : pas Michel Crozier, mais Jean-Pierre Worms tout particulièrement, Pierre Grémion, un peu moins Ehrard Friedberg ; Catherine Grémion aussi. On a eu des relations aussi avec Elie Cohen au début, parce qu'on avait monté avec Pierre Muller un colloque de l'AFSP sur « Alternance et politiques publiques », où Cohen commençait à travailler. On l'avait mis dans le coup. Ce qui était intéressant et qui a été un peu perdu par la suite – c'est vraiment la réussite de Nizard – c'était l'articulation des économistes. Si on regarde ce colloque, il y avait eu une très forte participation d'économistes de très bon niveau : André Gauron, Jacques Freyssinet, Claude Gruson... Et nous, on avait continué un petit peu : moi j'avais une bonne collaboration avec Dominique Finon qui était à l'IEPE. J'ai enseigné dans le DEA de ce qui est devenu le DGES, et qui s'appelait l'IREP à l'époque. Il y avait un DEA Développement dans lequel on enseignait les approches de l'Etat.

O.I. : Puisque tu évoques tes enseignements, ouvrons ce chapitre des rapports de la recherche et de l'enseignement. A titre personnel, au sein du CERAT, quand as-tu commencé à enseigner et dans quelles matières ?

B.J. : Ce qu'il faut quand même rappeler, c'est d'abord que l'enseignement au niveau doctoral a été très largement initié par Frédéric Bon, et que c'était donc une situation un peu différente par rapport à la situation actuelle. C'était un chercheur qui était venu en province avec l'idée de monter une école doctorale. Ce qui paraît à peu près l'opposé de la situation actuelle. A l'époque, les premiers trucs d'enseignement que j'ai faits, je l'ai fait avec Jean Leca alors que j'étais encore contractuel. On a fait une conférence de méthode sur la sociologie politique du Tiers Monde pendant quelques années. Ensuite j'ai eu un séminaire sur les politiques publiques dès le début des années 1970. Et puis en cours, ça a duré assez longtemps. Et puis j'ai fait plusieurs cours : un cours qui était dans la foulée de ma thèse sur la planification urbaine en Europe, un cours de politiques publiques plus général. Au moment où le thème des politiques publiques est arrivé à maturité, d'Arcy avait organisé un cours de politiques publiques dans lequel il avait

demandé à trois ou quatre chercheurs d'intervenir. Il coordonnait leurs contributions. C'était une manière de faire une sorte d'échantillonnage d'approche des politiques publiques.

O.I. : C'était une idée originale.

B.J. : Oui. Et puis j'ai fait plus tard le cours de DEA sur les politiques publiques pendant une dizaine d'années. On peut dire que les rapports avec les enseignants ont été assez faciles à la fois parce que les enseignants participaient effectivement aux travaux du centre de recherche, et puis parce que sur les thèmes sur lesquels je travaillais, il n'y avait pas tellement de concurrence possible. C'est-à-dire qu'on n'était pas assez nombreux par rapport aux thèmes. Ca s'est passé sans problème parce qu'il y avait à remplir des trous. Même quand on cherchait à voir des gens de l'extérieur, ils avaient du mal. Sciences Po avait énormément de mal à trouver de bons sociologues qui assurent les cours de sociologie. Je ne sais pas pourquoi, les gens partaient les uns derrière les autres, sans doute parce que c'est impossible de faire un cours de sociologie quand tu es un chercheur vu d'en haut, carré, comme une potion qu'on délivre à des gens. Il y a une tournure d'esprit à avoir.

J'ai eu un certain nombre d'étudiants en thèse. Une des particularités que je vois dans cette affaire-là, c'est qu'aucun des étudiants que j'ai eus n'a bénéficié d'une allocation de recherche donnée par l'institution. C'est moi qui me suis débrouillé à leur trouver une allocation. J'ai trouvé à Philippe Warin une bourse de l'Ecole des Mines ; Olivier Mériaux, c'était par la MIRE ; Olivier Giraud, c'était par les accords franco-allemands ; Eve Fouilleux, elle avait une bourse de l'INRA, etc. Là où j'ai une certaine fierté, c'est que si tu regardes le devenir professionnel de ces étudiants, tu vois qu'il y en a quand même beaucoup qui ont été intégrés au CNRS. Au moment du partage des ressources, il y avait des retours aux réalités des rapports de pouvoir. Ce serait intéressant de faire la statistique du devenir professionnel de ceux qui ont eu les bourses de recherche standard pour savoir combien ont fini et combien se sont casés dans la recherche. Je ne suis pas sûr qu'on ait les mêmes pourcentages...

O.I. : Il y avait d'autres chercheurs qui étaient sur ce modèle d'une participation aux enseignements, notamment de troisième cycle ?

B.J. : Pierre Muller plus tard. J'ai fait des choses avec Guy Saez à un moment donné. Edith Brenac aussi.

O.I. : Ca a eu quels effets en retour sur ta recherche, si ça a eu des effets, d'enseigner, de former des futurs collègues, de suivre des thèses ?

B.J. : C'est très formateur. Pour moi, c'est un élément normal de la recherche. Ca fait partie des activités normales d'un chercheur ; ça permet de découvrir un certain nombre de champs nouveaux. C'est un élément intéressant qui permet de s'enrichir sur un certain nombre de choses. Je crois qu'il y a une sorte de deal : plus tu as du métier, plus tu te rends compte quand tu diriges

une recherche que, souvent, les gens ne s'étonnent pas des bonnes choses dont il faudrait s'étonner. Ce n'est pas tellement le fait de fournir une armature intellectuelle : ça, je n'y crois pas trop.

O.I. : Tu as suivi aussi des étudiants étrangers qui sont repartis travailler dans leurs administrations nationales ?

B.J. : En dehors de Gustavo Rayo, il y a Inès Picaso qui est enseignante à l'Université de Concepcion. Au niveau des DEA, il y a eu d'autres gens. En thèse, il y a eu un accord d'échange qui a été passé entre une très bonne université brésilienne – l'Unicamp, le CERAT et l'Iris-Dauphine pour faire des échanges de chercheurs. On a eu des très bons étudiants qui sont venus faire leur doctorat ou le terminer entre Grenoble et Paris. Là, c'était une formule originale qui était intéressante parce qu'on envoyait des chercheurs de très bon niveau. On a reçu Maria-Elena Guimares de Castro qui a fait sa thèse, qui était un peu dans l'orbite de Cardoso et qui a été numéro deux de l'éducation à Brasilia, elle travaille maintenant pour le gouverneur de Sao Paulo.

O.I. : C'est aussi, finalement, une contribution au fonctionnement des grandes administrations de pouvoir former un certain nombre de décideurs ou de personnalités qui sont amenées à travailler dans le monde des décideurs à un degré ou un autre. Celui qui travaille sur la planification régionale à Santiago, on peut penser qu'il restera quelque chose des outils qui ont pu être délivrés ici dans son travail.

B.J. : Là aussi où on avait contribué, c'est quand il y a eu ce DESS de politiques sociales qui a été monté par Gérard Martin dans le cadre de Sciences Po. L'originalité de ce DESS, c'était uniquement en formation continue. C'est-à-dire de ne recruter que des gens qui avaient déjà un métier, qui n'avaient pas de problèmes de financement. L'intérêt de l'affaire, c'était que ça renvoyait à des pédagogies très différentes de celles qu'on pouvait habituellement envisager. C'est-à-dire des gens absolument pas intéressés à ce qu'on leur explique des problèmes de technique administrative, et qui avaient un énorme désir d'avoir des schémas d'interprétation généraux. Le peu qu'on a pu contribuer à former des décideurs, c'est moins par des techniques d'analyse que par l'influence sur des manières de penser en général.

O.I. : Que ce soit un DESS de politiques sociales, ou que ce soit le GREFOSS qui intervienne dans ce domaine, ce n'est pas paradoxal avec ce qui aurait du être la vocation du CERAT, c'est-à-dire d'organiser un pôle très fort dans ce domaine ?

B.J. : Non, j'étais tout seul sur les politiques sociales. Pendant un moment, il a eu Monika Steffen.

O.I. : Il n'y a jamais eu la volonté d'en faire un axe ?

B.J. : Non. Pendant un moment, dans les politiques publiques, l'idée de s'occuper des politiques sociales était considérée comme la dernière roue de la charrette. Ce n'était pas bien. Quand on

était sérieux, on s'occupait d'économie ou de politique urbaine. Alors que c'était totalement à contre-courant des mouvements internationaux...

O.I. : Qui eux, eu contraire, valorisaient ce secteur.

B.J. : Dans les contacts importants qu'on a eus du point de vue intellectuel, il faut signaler Jack Hayward au début. On était bien porté sur l'Angleterre.

O.I. : Des contacts fournis ?

B.J. : Oui parce qu'on a fait un bouquin. On a contribué au bouquin collectif qu'il avait fait sur la planification en Europe, et qui a là aussi paradoxalement été un lieu de coopération avec le CSO. Du côté français, il y avait François d'Arcy, moi, Pierre Grémion et Jean-Claude Thoenig.

O.I. : D'autres contacts intellectuels ?

B.J. : Ce qui m'a beaucoup aidé, ce sont les contacts franco-allemands. On a été pas mal aidé par les accords franco-allemands aussi pour caser des étudiants comme Olivier Giraud. Une des choses qui m'avait beaucoup aidé, ça a été quand Hinnerk Bruhns m'a financé un voyage en Allemagne où j'ai fait en dix jours le tour de tout ce qui se faisait en matière de politiques publiques et de sociologie de l'Etat. Il avait fait la même chose pour Monika Steffen, et c'est ça qui a abouti au bouquin qu'on avait fait sur les politiques de santé en France et en Allemagne. Le bouquin est sorti en 1994 ; le colloque avait eu lieu en 1988. La collaboration avec Hinnerk Bruhns sur les accords franco-allemands, elle s'étend sur des années.

O.I. : Finalement, il y avait des contacts internationaux, et notamment européens, relativement étoffés.

B.J. : Oui. Les premières recherches qu'on a faites sur la politique urbaine, elles étaient déjà bâties sur des échanges avec l'étranger puisqu'on a fait une recherche sur l'Italie avec Jean-Paul Zuanon, moi j'ai fait l'Allemagne...

O.I. : En Italie vous aviez des réseaux constitués, permanents ?

B.J. : Non. Ca a eu du mal à démarrer. Ca a été beaucoup plus tard. Monika Steffen s'est mise à l'italien aussi. Ca faisait partie de la recherche. On a eu du côté du CERAT des gens qui ont pris le tournant comparatiste, ou au moins des contacts, des échanges avec l'étranger, assez rapidement et de façon assez consistante. J'avais essayé de faire une politique d'offre, et il y a eu pas mal de gens qui ont effectivement conduit des projets comparatistes.

La difficulté du CERAT est qu'au début des années 1970, il y a eu une sorte de confusion entre les débats intellectuels et les débats politiques qui était liée à la présence d'un groupe représentant des problématiques marxistes structuralistes. Ils ont fait toute une série de trucs : un truc sur Roanne qui a été publié. C'était à l'époque où Manuel Castell a parlé d'une école grenobloise des études urbaines qu'il reconnaissait dans la filiation de sa pensée sur les questions urbaines. Avec un système d'exclusives assez violent, ce qui fait que j'ai beaucoup travaillé à l'extérieur à l'époque, pour survivre... La particularité de tout ça, c'est que, comme il y a eu des affrontements violents, ça a agi un peu comme un éteignoir à certains moments pour des débats plus généraux. Chacun s'est un peu retourné vers ses réseaux propres plutôt que d'essayer d'organiser une recherche collective.

O.I. : Ce serait l'un des héritages de cette période sur le fonctionnement du labo ?

B.J. : Oui. C'est surtout éviter l'affrontement.

O.I. : Aujourd'hui, peut-être éviter la confrontation, tout simplement, alors qu'elle peut être bénéfique.

B.J. : Dans les années 1980, il y avait encore des séminaires réguliers qui se faisaient, des choses comme ça, quand même. Il y a eu un moment où, dans le climat général en France, l'idée de travailler sur des grandes théories a été un peu abandonnée. Il y a eu un effort de relance autour d'ethnométhodologie et de sociologie (ça, c'est un peu Philippe Warin) au moment où il y a des gens qui avaient eu l'impression de retrouver une nouvelle doxa générale. Mais il y a eu quand même un effondrement de ce genre de grandes controverses.

O.I. : Aujourd'hui, ce qui frappe effectivement, c'est qu'elles ont pratiquement disparu.

B.J. : Ici ?

O.I. : Ici.

B.J. : Oui. En fait il y a un certain nombre de tournants qui n'ont pas été pris. Tous les débats sur l'institutionnalisme ou sur le constructivisme n'ont pas été vraiment saisis par les collègues.

O.I. : Et sur le terrain des rapports avec l'administration du laboratoire ? Est-ce que le personnel était mêlé à cette effervescence politique ?

B.J. : Dans les années 1970 ? Oui, bien sûr. Il y a eu à la fois des défenseurs du prolétariat au sein du secrétariat général, et puis des mises au pas un peu bizarres au sein du personnel.

O.I. : Ca a laissé des traces encore aujourd'hui, ou bien est-ce une histoire ensevelie ?

B.J. : Ca n'a pas laissé de traces parce qu'ils sont partis. Il y avait une secrétaire générale un peu bizarre mais qui a été remplacée par une dame de l'extérieur que Nizard avait prise pour remettre un peu les choses au pas. Une des seules choses que j'ai faites quand j'étais directeur, c'était d'essayer de renforcer l'aspect plateau technique, essayer de leur donner une bonne place, etc.

O.I. : Notamment avec l'arrivée de l'informatique ?

B.J. : Non, c'était d'abord une question symbolique. Quand il y a eu des problèmes de locaux, j'ai essayé de faire en sorte que les locaux qu'occupaient les secrétaires soient des locaux de chercheurs. Elles avaient de la moquette – d'après Quermonne, ça devait être des bureaux pour les chercheurs qui étaient au-dessus du niveau d'attaché de recherche. Là je me suis dit qu'il fallait d'abord assurer ça. Je crois que le CERAT a fonctionné très largement sur le fait qu'il y a une équipe administrative qui a complètement partagé les objectifs généraux des chercheurs, qui les a aidés énormément, qui était mobilisable sur des coups en dehors de leur tâche administrative. J'ai beaucoup joué sur l'idée qu'il y avait une sorte d'auto-organisation du monde du secrétariat et du personnel technique, avec un rapport d'échange qui faisait qu'on les respectait, qu'on avait un rapport personnel. Ça marchait bien parce que personne ne les faisait pointer, ni ne leur demandait des choses de façon impérative mais qu'on comptait sur leur prise en compte des intérêts de chacun. Il y a beaucoup de gens qui ont dû leur promotion au fait que leurs dossiers étaient beaucoup mieux faits qu'ailleurs. Quant au tournant informatique, ça été un peu difficile, mais ça c'est fait malgré tout.

Ce que je trouve très grave, c'est qu'on a un certain nombre de secrétaires – je pense notamment à Claudette Gorodetzky – qui ont développé des compétences très au-delà de leur statut et qu'elles n'ont eu absolument aucune promotion. Elles ont été à la traîne par rapport au personnel des autres services de l'Institut justement parce que, comme on les laissait plus libres, quelquefois elles arrivaient tard et partaient beaucoup plus tard que les autres, et tout ça était mal vu par rapport aux normes du petit employé qui fait ses heures.

O.I. : Est-ce qu'il y a d'autres points sur lesquels tu souhaiterais intervenir ? Tu crois qu'il y a des points que tu aurais pu laisser de côté, qui te paraissent importants et sur lesquels tu voudrais revenir ?

B.J. : Ce qui m'avait frappé dans ce monde des labos, c'est le côté frileux des chercheurs, et le fait que j'ai eu l'impression, étant donné que j'ai eu un passage par la politique active, de ne pas du tout comprendre ça. Mais je t'en avais déjà parlé. Comme j'avais eu une gestion un peu conflictuelle, j'avais quand même tenu à être renouvelé par le CNRS avant de démissionner, pour montrer que je n'étais pas désavoué.

O.I. : Par rapport à ce que tu as vu fonctionner dans d'autres pays en termes de recherche, tu caractériserais comment ce qui se passe au CERAT et en France en général ? Par rapport à l'Allemagne, même par rapport à des pays comme l'Inde où tu as été au titre de recherche, ou même par rapport à l'Amérique Latine ? Quels sont les points qui te frappent ?

B.J. : C'est l'extrême difficulté qu'il y a à monter une entreprise de recherche, au sens entrepreneur. En fait, quoi qu'il arrive, on est dans un système bureaucratique au sens technique du terme, c'est-à-dire où finalement, il est extrêmement difficile de créer une équipe de recherche et donc de monter des recherches collectives qui survivent. Ça me semble le point clef, qui est lié au fait qu'on ne peut pas financer des thèses sur des contrats. C'est ça qui me frappe le plus. Il y a une sorte d'entretien de l'individualisme. La contrepartie, c'est que finalement la seule manière de construire une entreprise de recherche, c'est de construire un réseau avec des chercheurs qui peuvent être dans trente-six labos, avec les difficultés extraordinaires que ça représente, et les conneries du CNRS qui, par exemple quand on fait une GDR, dit : « Au bout de cinq ans, ça doit s'arrêter », même quand ça marche. Quand ça marche bien, que les gens de cinq labos en France ont bénéficié de 20 000 francs pour coopérer, on dit : « Il faut passer au suivant. » Je pense que c'est un des problèmes majeurs.

O.I. : Du point de vue du CNRS, comment l'expliques-tu ?

B.J. : C'est une question de structure, pas de culture. A partir du moment où les équipes n'ont aucune maîtrise de leur recrutement, où les allocations sont données sur des sujets individuels de chercheurs et non pas comme éléments d'un programme de recherche d'un chercheur plus qualifié, les institutions de la recherche rendent extrêmement difficile quelque chose qui ressemble à un travail d'équipe. Sauf si on est un personnage influent, possédant de bonnes antennes au comité national, connaissant bien la direction, on peut obtenir systématiquement des recrutements correspondant à ça. Ça, c'est le modèle que le CSO a réussi pendant un moment. Mais c'est quand même extrêmement difficile. Ce truc-là a encore été énormément renforcé par le désastre du télétravail. C'est quelque chose sur lequel tout le monde est en train de revenir. A partir du moment où il y a eu chez les jeunes chercheurs une tendance à travailler chez eux, il y a eu une sorte de délitement de l'esprit collectif qui a été particulièrement marqué ici, peut-être parce que les locaux sont dégueulasses par rapport à d'autres labos, mais qui à mon avis a fait énormément de mal. Et si je regarde la manière dont fonctionnent les centres de recherche, y compris les centres de recherche d'excellence en France et à l'étranger, je pense que de bons locaux et une vie collective sont des éléments qu'on retrouve comme une sorte d'exigence de fonctionnement. Là, il y a eu une sous-estimation de ce côté matériel.

O.I. : Pourtant cette maison était l'une des plus grandes, notamment dans les années 1970-80...

B.J. : Non. Ça fait un moment que les gens sont en surcharge... Pendant tout un moment, il y avait deux salles de réunion, et donc on avait toujours un endroit où se réunir. Tandis que

maintenant, on a une salle de réunion qui est très formelle, très froide, qui a un côté club. Et puis les gens ont perdu l'habitude de circuler dans les couloirs. Je pense que c'est un phénomène autoentretenu. A partir du moment où les gens ont eu leur ordinateur, qu'ils ont pu travailler chez eux, etc....

O.I. : Aujourd'hui, la recherche se fait effectivement devant un écran.

B.J. : Si on regarde les centres de recherche qui fonctionnent, ce n'est pas vrai ! Les gens viennent au labo, ils ont des échanges qui se font de façon informelle, des séminaires réguliers... Il y a beaucoup de centres dans lesquels il y avait une réunion tous les lundis.

O.I. : En même temps, il y a eu des tentatives ici. Mais ça mobilisait très peu...

B.J. : Je pense que les locaux sont devenus trop repoussants, que les gens ont pris l'habitude de travailler chez eux. Je ne pense pas que les directions de Sciences Po aient fait tout leur possible pour créer des conditions de locaux suffisantes depuis un moment.

O.I. : Ca va peut-être changer avec l'extension prévue de 600 m².

B.J. : Peut-être pour 2020... Il y a eu des occasions manquées.

Delphine Deschaux-Beaume : Par rapport au côté frileux des chercheurs que vous soulignez, est-ce que finalement ça n'arrange pas un peu implicitement les administrations commanditaires des rapports ? Ca n'évite pas, par exemple, de grande remise en cause ?

B.J. : Ils sont frileux dans leurs rapports avec leurs collègues, mais ça ne veut pas dire qu'ils sont frileux dans leurs conclusions, dans leur travail personnel.

DDB : Mais l'individualisme qui se développe ne forme-t-il pas, avec ce côté frileux, un tout qui est favorisé par les contraintes institutionnelles, de façon peut-être officieuse, ou inconsciente ? Est-ce que ça n'arrange pas les institutions que les allocations de thèse soient données sur un sujet personnel plutôt qu'à un groupe de recherche qui aurait un plus grand impact, ou dont la recherche pourrait aller plus loin ?

B.J. : Je ne suis pas sûr... Je pense que non. En fait, ces allocations de recherche ont tendance finalement à être encore plus académiques, comme elles sont individuelles. J'ai travaillé pas mal avec le Ministère des affaires sociales qui était prêt à voir des thèses se développer sur des sujets collectifs s'il avait pu y en avoir. Cette idée d'allocation de recherche allouée principalement à des sujets individuels, c'est une manière de renforcer le poids des directeurs des écoles doctorales et des labos, ce qui en soit n'est pas forcément un mal. Ce qui est important, c'est qu'on n'a pas le droit actuellement en France quand on fait une recherche contractuelle de financer des étudiants

en doctorat parce qu'il y a des règles qui vous interdisent de financer plus de tant de mois de jeunes chercheurs. Tout simplement parce qu'on a eu une expérience de contractualisation tous azimuts dans les années 1970 qui a créé une classe de chercheurs précaires qu'on n'a pas voulu voir reconstituée. C'est là l'erreur. Il y a une logique chez les commanditaires de l'Etat, c'est-à-dire qu'ils sont parfaitement capables de financer des recherches qui peuvent avoir des côtés extrêmement contestataires à condition qu'elles ne concernent pas trop leur propre administration. On peut financer des recherches incendiaires sur le fonctionnement du RMI et de l'évaluation du RMI à condition que ça ne concerne que la manière dont tel ou tel département l'a menée. On n'aura pas de grosse recherche sur le rôle de la délégation de l'emploi, ou de l'ANPE au niveau central à la même époque. Les administrations ont financé des recherches ultra gauchistes sur le fonctionnement du gouvernement local parce que ça ne les concernait pas directement. Il peut y avoir un intérêt des administrations à promouvoir des recherches contestataires qui déstabiliseront tel ou tel interlocuteur dans l'Etat. Les hauts fonctionnaires n'ont pas tellement besoin de recherches conformistes. Ils s'en fichent, ils savent déjà faire. Ils ont besoin au contraire de choses qui réveillent, qui ouvrent des pistes.

Les chercheurs sont frileux dans leurs rapports interpersonnels. Je trouve que la discussion est difficile avec un chercheur. Est-ce que c'est propre à la culture française ? Je ne sais pas...

DDB : Et cette frilosité, la rencontre-t-on de la même manière chez les enseignants-chercheurs ?

B.J. : Oui. Pareil. Il n'y a qu'à voir comment un jury de thèse à la française fonctionne... Il y a une rhétorique, où on ensevelit la personne sous les compliments avant de vraiment dire ce qu'on pense, qu'on ne retrouverait pas dans le monde anglo-saxon où, quand on a une critique à dire, c'est dit sans circonvolution. On fait attention de ne pas mettre en porte-à-faux le collègue qui dirige la thèse. Ca c'est de la frilosité parce qu'on peut très bien dire, avec la courtoisie nécessaire, qu'on n'est pas d'accord sur le fond, sur tel et tel truc, et que ça ne porte pas à conséquence sur les rapports entre les gens. Il y a une sorte de culture de la non-agression chez nous. C'est très formel, théâtral.

DDB : Quels ont pu être les rapports entre les deux administrations, celle de l'IEP et celle du CERAT ? Est-ce qu'il y a une sorte de dédoublement hiérarchique, ou est-ce cloisonné ?

B.J. : Ca ne peut pas être cloisonné parce que le directeur est nommé avec l'accord, ou même sur proposition du directeur. Le problème, c'est que le directeur du Cerat, c'est à la fois un chef de service pour un certain nombre de personnes, et qui n'est parfois pas très bien écouté quand il propose des promotions pour les gens parce que justement c'est un personnel un peu déviant. C'est une question de gestion financière. Il y a eu des périodes de très grande autonomie financière parce qu'il y avait plusieurs administrations de financement. C'est-à-dire qu'une grande partie des fonds était gérée pendant un moment par un compte de la Fondation, ce qui permettait à ce moment-là d'avoir une autonomie réelle très importante. Le directeur de l'équipe

du CNRS est aussi complètement maître des comptes qui sont passés au CNRS. Et comme il y a eu une gestion un peu hasardeuse, notamment de Nizard, il y a eu une tendance à tout rabattre sur l'administration du CNRS. Et donc à ce moment-là, l'autonomie du directeur a diminué au fur et à mesure qu'augmentait la monopolisation de la gestion des ressources par la comptabilité de Sciences Po. Je pense qu'une des grandes règles, c'est que plus un labo a plusieurs casquettes et plusieurs possibilités de jouer sur plusieurs claviers financiers, plus le labo est autonome.

Il y a eu quand même beaucoup de directeurs de l'IEP qui ont été avant directeurs du CERAT. Et donc à ce moment-là, les choses se passaient plutôt bien, quand c'étaient François Leca, François d'Arcy..., parce qu'ils connaissaient bien la machine des deux côtés, puis surtout qu'ils croyaient un peu à la recherche. Avec Yves Schemeil, ça a été des rapports qui se sont relativement bien passés, avec des conflits classiques comme dans n'importe quelle administration mais pas plus que ça. J'ai l'impression qu'il y a eu ensuite des directeurs qui ne considéraient plus le CERAT comme une composante de l'IEP au même titre que les autres, mais plutôt comme une sorte d'héritage. Et donc à ce moment-là, il y a eu des conflits, enfin, un manque de coopération qui a sans doute été dommageable aux deux. Je me souviens très bien du truc d'Henri Oberdorff : on parlait d'un poste et il disait : « Il faudrait que je le récupère pour l'IEP. »

O.I. : Un dernier mot ? Sur les perspectives éventuellement pour demain ?

B.J. : Le problème, c'est celui de la réintégration des différentes branches de la science politique qui devrait être à la base d'une stratégie scientifique, de sortir du cloisonnement par sous-discipline qui me semble une catastrophe.

O.I. : Ce n'est pas évident parce qu'en même temps, les collègues en question sont très attachés à leur sous-discipline.

B.J. : Il y a des disciplines qu'on a laissées un peu en plan... Par exemple pour les gens de politiques publiques, il aurait mieux fallu commencer à travailler aussi avec des gens de relations internationales ou d'études comparatives qu'avec des gens qui travaillent indéfiniment sur l'abstention en Corrèze.

O.I. : Comment le mettre en place ?

B.J. : Le problème, c'est qu'on a les gens qu'on a et ce n'est pas tellement évident...

O.I. : Pour amorcer une politique scientifique dans ce milieu, c'est compliqué parce que tu ne crées pas les équipes elles-mêmes, tu prends ce qu'on a donné.

B.J. : Et puis même tes recrutements te sont imposés. Le seul levier au CERAT, c'était le renouvellement des postes FNSP. Il va y avoir les départs de Jean-Paul Zuanon, Pierre Kukawka... Jean Tournon est déjà parti. Je ne sais pas s'il y a des postes de maîtres de conf' ou de profs qui

vont apparaître. S'il y avait une politique commune de l'IEP et du CERAT... Par exemple, des gens comme Sabine Saurruger, ce sont des gens qui sont représentatifs de la science politique.

Pour le rapport IEP/CERAT, je trouve qu'il y a une sorte de grand vide depuis toujours entre la politique internationale de l'IEP et la politique de recherche qui n'ont absolument aucun point commun. Peut-être que c'est inévitable, mais en même temps c'est très difficile à recycler. Par exemple quand on a fait cette opération avec Monika Steffen, on aurait pu la refaire ailleurs. Réfléchir non pas en termes d'échanges d'étudiants mais voir comment on peut faire entre plusieurs labos européens une politique pensée d'échange de jeunes chercheurs et de doctorants, avec une sorte d'accord sur cinq ans. Là on peut avoir des choses intéressantes. On peut rendre les choses communes sur la sélection de personnes d'excellence. C'est vraiment dommage qu'on ne le mette pas en place. Ca à mon avis, c'est la perspective à suivre.

www.histoire-iepg.fr